

flit de Detroit a été une offre de Walter Reuther de « faire nettoyer les rues après l'émeute ».

Sans sous-estimer les difficultés et la faiblesse du mouvement, on peut cependant affirmer qu'il n'en est qu'à son début. La révolution noire aux USA est en marche, elle progressera selon des lois objectives et non selon la conscience qu'en ont actuellement ses principaux dirigeants : 22 millions de Noirs, la minorité la plus forte et la plus organisée du pays, même s'ils restent encore longtemps coupés de leurs camarades blancs, peuvent faire beaucoup de progrès. Et que peut contre eux le gouvernement capitaliste ? L'intégration ? Ce sont treize années de lutte pour l'intégration qui ont conduit à Newark. La fin de la misère des Noirs ? Six ans de boom économique ne l'ont pas amenée ; aujourd'hui, la récession commence, et la guerre du Vietnam éloigne les perspectives. Que reste-t-il ? La solution hitlérienne du génocide ? la solution sud-africaine de l'apartheid intégrale (qui ne peut ramener qu'à la première) ? Au niveau international, les dirigeants américains ne peuvent se permettre une telle solution, au niveau intérieur, les difficultés sont insurmontables : la répression accentuée contre les Noirs ne peut conduire qu'à une guerre civile sans merci, à l'établissement d'une dictature militaire sur le pays, avec toutes les réactions de la classe ouvrière blanche que cela implique : la Maison Blanche ne peut risquer cela.

Les besoins, les exigences, les orientations actuels du mouvement noir sont fondamentalement justes et révolutionnaires, bien que des problèmes restent à résoudre et des vides à combler. Beaucoup de Noirs ont compris que toute réforme venant du système capitaliste ne peut être que trop lente et trop limitée pour être satisfaisante. Ils sont prêts à lutter les armes à la main pour détruire le système qui les détruit. C. SAVIS.

(Suite de la page 1)

élections du 3 septembre : la série successive de ses raids est d'autant plus significative que les coups en ont porté sur les principales villes de la première région tactique, sur 300 km de côtes. La série a commencé le 28 août par les bombardements FNL les plus violents de toute la guerre, sur la base de Dong-Ha, au nord de Da-Nang. Elle s'est poursuivie avant les élections par deux autres opérations d'envergure :

1. l'isolement de la principale base américaine, joyau et symbole de la stratégie du Pentagone, la base de Da-Nang : huit ponts sautés dont sept sur la route n° 1 qui joint Saïgon par Chu-Lai ;
2. l'action de commando dans le grand centre de Quang-Iai, près de Chu-Lai, 977 prisonniers libérés.

LES PERILS DE L'ESCALADE

En tenant compte de l'échec de Westmoreland au Sud-Vietnam, le camp des « faucons » ne peut plus, pour sortir de l'enlisement, que jouer à fond l'autre arme qui lui reste, la seule dont l'initiative reste entre ses mains, la poursuite de l'escalade. Autrement dit, tenter de gagner la guerre en écrasant le Nord. Mais, là encore, continuer ne signifie pas seulement intensifier. L'escalade au Nord a désormais atteint des points-limites. Le seuil qu'il lui faudrait franchir pour changer quelque chose implique le risque d'affrontement avec la Chine et l'URSS. Aussi bien dans les plans du responsable des opérations aériennes dans le Pacifique, l'amiral Sharp (dont Johnson attendrait la relève des anciens plans Wheeler et Westmoreland) que dans les interventions de l'état-major devant la sous-commission Stennis (Affaires étrangères, Sénat) chargée de faire le point de la guerre au Vietnam, les nouveaux objectifs, après

la destruction systématique des voies de communication du Nord-Vietnam, mettent à l'ordre du jour l'anéantissement du port de Haïphong, voie essentielle du ravitaillement du Nord-Vietnam. Cet objectif, s'il était adopté, mettrait directement face à face les Américains et les Soviétiques dont les bateaux ne manqueraient pas d'être touchés au port.

Voilà ce qui vient d'être établi sur le plan strictement militaire, voilà ce que signifie pour le gouvernement Johnson la continuation de la guerre.

UNE POLITIQUE DE L'AMBIGUÏTÉ

Ainsi, le gouvernement Johnson en est arrivé à l'heure des choix décisifs. Il ne peuvent plus être repoussés. Ils sont impliqués par le cours même de la guerre.

Le président Johnson ne peut compter avec le temps ; tout montre qu'il joue contre lui. Il ne peut espérer prolonger la situation actuelle en retardant les décisions à prendre. Il ne peut affronter les élections de 1968 aux USA avec le statu quo actuel au Vietnam : c'est une situation intenable, un bilan de faillite de sa politique.

Il a un an pour choisir l'une ou l'autre solution alternative : amorcer la politique qui conduirait à des négociations, ou la fuite en avant dans l'escalade avec le risque, cette fois direct, de la guerre mondiale.

Il est encore trop tôt pour déceler la voie dans laquelle il s'oriente (et qui dépend notamment des réactions soviétiques qu'il pourra enregistrer : passivité ou détermination). Tout, à l'heure actuelle, révèle de sa part l'hésitation et les contradictions.

La politique amorcée depuis la nomination d'Ellsworth Bunker comme ambassadeur au Sud-Vietnam : donner au gouvernement de Saïgon une apparence de représentativité et de démocratie suffisante pour lui permettre de prendre à son compte des initiatives allant vers les négociations et dégageant la responsabilité directe des américains, est menée de pair avec l'élargissement de l'escalade. Ce n'est de toute façon qu'une politique inconsistante et illusoire : l'un des points essentiels du programme du FNL est sa reconnaissance en tant que seul interlocuteur valable pour la négociation de la paix.

En outre, le statut du gouvernement de Saïgon est depuis longtemps établi. Aux Etats-Unis mêmes, comme l'a montré un sondage effectué avant les « élections » du 3 septembre, seulement 25 % des personnes interrogées attendaient de celles-ci l'expression des « vœux profonds de la population ». La comédie des élections (les 35 % de suffrages prétendument obtenus par les généraux Thieu et Ky) n'a pas augmenté le crédit des fantoches de Saïgon. Le mépris témoigné par le FNL à leur égard, les offensives menées à leur lendemain autour de Da-Nang ont suffisamment répondu à ceux qui s'interrogeaient sur ce « paradoxe » : les généraux Thieu et Ky, battus à Saïgon comme à Hué, comme dans toutes les grandes villes où le truquage des élections était plus difficile, auraient remporté le plus de voix dans les régions contrôlées par le FNL.

LA GUERRE DES CLANS

Tandis que Johnson continue ses atermoiements, il doit enregistrer la chute fracassante de sa popularité, l'élargissement de l'opinion hostile à sa politique au Vietnam. En six semaines, le nombre des Américains favorables à un retrait immédiat des troupes passe de 24 à 34 %, le nombre des partisans de sa politique vietnamienne baisse de 47 à 33 %. Dans le même temps, les prises de positions critiques suscitent des remous de plus en plus larges.

Non seulement parmi les démocrates, le challenger attitré de Johnson, Bob Kennedy, a misé sur le mot d'ordre de négociations pour remporter les élections ; non seulement le gouverneur du Michigan, George Romney, son adversaire républicain, vient de mettre en doute la nécessité historique de l'intervention américaine au Vietnam, mais celui que Johnson vient de redéfinir comme le second personnage du gouvernement, le secrétaire à la Défense, Robert S. MacNamara, l'une des grosses têtes de l'ancien « Brain

Trust » de John Kennedy, n'a pas hésité à s'opposer aux chefs du Pentagone et, partant, à la ligne de conduite actuelle de la guerre, lors des séances de la sous-commission Stennis chargée de faire le point sur la guerre au Vietnam.

A contre-courant de ce qui est désormais la règle admise de l'intervention américaine au Vietnam, il a réitéré ses déclarations du 15 février 1967 quant à l'inefficacité des raids aériens sur le Vietnam-Nord. Il est cette fois allé beaucoup plus loin : les raids sur le Nord, a-t-il dit en substance, ne pourraient être utiles qu'à moins d'anéantir Haïphong, « ce que je me refuse à envisager ».

Cette position d'un homme-clé du gouvernement, selon laquelle c'est au Sud qu'il faut gagner la guerre, intervenant au moment où les chefs d'état-major viennent d'en faire le constat d'impuissance, est très explosive.

On ne peut encore mesurer l'ampleur des répercussions de l'offensive en règle menée par MacNamara. Mais la position qu'il a prise, révèle la gravité de la situation dans laquelle se trouvent les Américains au Vietnam.

Le FNL et le Nord-Vietnam les ont d'ores et déjà acculés à cette alternative : stopper leur agression ou prolonger l'escalade jusqu'aux risques directs d'engagement d'une troisième guerre mondiale.

Anne LEIRES.

Un nouveau mouvement du milliard

Le Mouvement du Milliard pour le Vietnam avait dû mettre fin en juillet dernier à sa campagne, prolongée déjà au-delà de la date limite initialement prévue, afin de satisfaire aux engagements pris à l'égard d'un certain nombre de ses membres. Mais plusieurs de ses animateurs initiaux ont décidé de relancer le Mouvement, cette fois en faveur directement du Front national de libération du Sud-Vietnam et de la République démocratique du Vietnam, et non plus pour la Croix-Rouge vietnamienne. Cette campagne se veut désormais permanente. Elle n'aura sa limite qu'avec la guerre elle-même. Fort du succès sans précédent remporté par la première campagne (158,3 millions d'anciens francs), le nouveau Mouvement du Milliard prend le départ avec optimisme. La plus grande netteté politique de ses considérants et de ses objectifs, lui rallieront, espérons-le, des militants et des organisations qui étaient jusque-là demeurées réservées à son égard, qui devraient compenser largement le retrait d'éléments dont le soutien fut purement platonique, voire empoisonné. Pour notre part, nous soutenons sans hésitation ni équivoque cette nouvelle initiative dont les objectifs sont, certes, limités, mais indispensables. Demander documentation à « Campagne du Milliard pour le FNL et la RDV, BP 34-13 Paris.

SERVICE LIBRAIRIE

LEON TROTSKY :

- Leur morale et la nôtre. Première édition intégrale. Collection LIBERTE. 3 F.
- MA VIE. Livre de poche.

MALCOM X :

- Autobiographie. Grasset. 16,50 F
- Discours. Maspéro. 19,90 F

E.S. GUINZBOURG :

- Le vertige. Le Seuil. 19,50 F

L'Affaire Siniavski-Daniel

- (dossier) Christian Bourgeois. 20 F

SINIAVSKY (Tertz)

- Le verglas. Plon. 16,95 F
- Lioubimov. Julliard. 15 F

Commandes à Pierre Frank
C.C.P. 12 648-46 Paris

er n'est plus

dans la réalisation de ce projet, nous n'y avons pas renoncé, mais malheureusement il restera incomplet.

Malheureusement la mort laisse aussi inachevée la biographie de Lénine à laquelle Deutscher se consacrait depuis quelques années. La vie de Lénine ayant été beaucoup moins haute en couleurs que celle de Trotsky, cette biographie aurait été largement consacrée à la formation et au développement des pensées de Lénine, et dans un tel domaine Deutscher n'aurait pas manqué d'apporter une contribution exceptionnelle.

Il n'est pas possible pour nous d'évoquer la mémoire d'Isaac Deutscher sans dire quelques mots sur ses divergences avec le mouvement trotskyste, avec la IV^e Internationale. Nous ne songeons pas à des divergences qui pouvaient apparaître à l'occasion d'événements particuliers ; en fait, il n'y en eut guère au cours des dernières années. Récemment encore, lors du conflit du Moyen-Orient, l'accord était très étroit. Nous voulons parler des divergences sur des questions essentielles qui provoquèrent parfois des discussions animées, sans cependant créer d'obstacle à l'existence de rapports très amicaux, des divergences sur les perspectives en Union soviétique et sur la question de la IV^e Internationale même.

Sur la première question, Isaac Deutscher opposait à la nécessité d'une révolution politique en Union soviétique, qui est inscrite dans notre programme, la perspective d'un retour quasi graduel de la démocratie soviétique. Cette divergence devint particulièrement sensible au lendemain de la mort de Staline. Si avec lui nous estimions que les méthodes totalitaires et sanglantes de Staline devaient faire place à d'autres méthodes de gouvernement, nous ne donnions pas la même signification à la « déstalinisation ». Pour nous, la bureaucratie procédait à une défense en retraite. Lui, manifestait de grands espoirs et y voyait la justification de sa perspective. Mais la pensée de Deutscher n'était pas figée. Déjà, dans le troisième tome de la biographie de Trotsky, discutant du mot d'or-

dre de la révolution politique, il posait un point d'interrogation. Sans vouloir en aucune façon forcer sa pensée, de ses tout derniers écrits (certains reproduits dans « Ironies of history » et « The unfinished revolution ») nous avons l'impression qu'à la lumière de l'histoire de l'Union soviétique dans les dix dernières années, de la politique intérieure et internationale de Khrouchchev et de ses successeurs, les divergences sur ce point tendaient à se réduire.

Par contre, il se montra d'une obstination intenable jusqu'à la fin sur la question de la IV^e Internationale. Nous n'avons d'ailleurs plus, depuis des années, de discussions, c'est-à-dire un réel dialogue sur ce point. Ce n'est pas le lieu ici de reprendre ce débat où nous ne pouvions en rien lui donner raison. Ceci dit, il faut aussi ajouter que sa personnalité pouvait difficilement déployer ses dons dans le cadre d'une organisation, et peut-être est-ce en franc-tireur qu'il a pu le mieux servir la cause de la révolution socialiste. Tout en déplorant cette position de Deutscher, la IV^e Internationale se devait d'être fidèle à sa vocation qui est aussi d'encourager et de faire connaître tout ce qui se produit de valable pour le marxisme révolutionnaire, et l'activité de Deutscher occupait une place éminente dans ce domaine. Nous ne pouvons notamment oublier qu'elle a servi souvent auprès de nombreux jeunes d'introduction à la pensée trotskyste et, par là, de découverte pour leur activité politique du mouvement trotskyste lui-même.

En continuant à l'avenir de faire connaître ses œuvres, non seulement nous resterons fidèles à nous-mêmes, mais nous permettrons à la mémoire d'Isaac Deutscher de continuer à participer au combat mondial pour la révolution socialiste.

A sa compagne Tamara et à son fils Martin, nous adressons l'expression de notre solidarité dans l'épreuve qui vient de les atteindre si douloureusement.

Le 22 août 1967.

Pierre FRANK.